



Editorial

La participation communautaire : une opportunité pour promouvoir la santé des populations

Community participation: an opportunity to promote the health of populations

Samira Hassoune

Professeur agrégé de Médecine Communautaire. Faculté de Médecine et de Pharmacie de Casablanca.

La Constitution de l'OMS établie en 1948 précise qu'« Une opinion publique éclairée et une coopération active de la part du public sont d'une importance capitale pour l'amélioration de la santé des populations. ». Mais ce n'est qu'au cours des années 60 et au début des années 70 que l'utilité pratique de la participation communautaire à des projets sanitaires et de leur appropriation par la communauté ont commencé à faire l'objet d'une attention de plus en plus marquée.

Depuis la conférence d'Alma Ata (1978), le concept de participation communautaire est resté fortement lié au concept «santé pour tous». Dès lors, les instances internationales mettent l'accent sur la mobilisation et l'organisation des communautés et leur participation active dans l'amélioration de l'état de santé. La Charte d'Ottawa, signée en 1986 à l'occasion de la Première Conférence internationale pour la promotion de la santé, considère que le renforcement de l'action communautaire constitue l'une des cinq priorités essentielles en vue d'une action sanitaire fondée sur la prévention.

En 1983, la participation communautaire a été définie par Agudelo comme l'implication de la communauté dans l'administration et le financement des services de santé. Une pareille implication suppose que la communauté participe à la planification, l'organisation, l'exécution et au contrôle des soins de santé primaires, utilisant au maximum les ressources locales et nationales et d'autres ressources disponibles.

Selon RIFKIN (1988), la participation communautaire se définit comme étant «un processus social où des groupes définis qui partagent les mêmes besoins et qui vivent dans une région géographique circonscrite, poursuivent activement l'identification de leurs besoins, prennent des décisions et établissent des mécanismes pour répondre à leurs besoins».

La participation peut être à la fois un outil et une fin en soi. Sa mise en œuvre repose sur l'idée qu'on ne peut résoudre valablement les problèmes d'une population sans que celle-ci ne soit associée à l'analyse, à l'expression et à la résolution de ces problèmes. Ce point de vue actif fait de la participation

communautaire un axe majeur permettant de concrétiser la promotion de la santé, ce processus qui confère aux individus et aux groupes un plus grand contrôle sur leur état de santé.

Les principaux acteurs intervenant dans le cadre de la participation communautaire sont les citoyens, la société civile, les collectivités locales (élus), les professionnels de santé et les autres départements ministériels. Les professionnels de santé doivent jouer un rôle fédérateur pour le développement de la communauté en matière de santé.

Depuis plusieurs décennies, les intervenants, les chercheurs et les agences internationales ont beaucoup débattu des concepts de Soins de santé primaires (SSP), de participation communautaire et de leur mise en application. Pour certains, la participation communautaire procède d'une vision holistique de la santé et toute atteinte à ce principe constitue une remise en cause inacceptable. Pour d'autres, le concept est trop large et il ne peut se mettre en œuvre que par un nombre limité d'interventions sélectionnées sur la base de leur impact potentiel, de leur coût et de leur faisabilité. C'est à cette interprétation que plusieurs grandes agences internationales comme l'UNICEF, l'US-AID (United States Agency for International Development) et la Banque Mondiale ont adhéré de facto.

Au Maroc, depuis 2005, l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) a été à la base d'initiatives de développement local en encourageant la mise en place de projets sanitaires en partenariat avec le Ministère de la Santé, les conseils communaux et les citoyens. Plusieurs expériences de santé à base communautaire ont été menées grâce aux personnes relais communautaires. La Personne Relais Communautaire (PRC) est une personne choisie par la population de la localité et qui vit au sein de la communauté. Elle travaille en équipe avec les autres acteurs. Sa formation est assurée par le personnel de santé local, aidé par les cadres des associations impliquées. Cette formation lui permet entre autres de maîtriser l'utilisation des supports d'enregistrement et de transmission de l'information.

Les activités qui peuvent être assurées par la PRC sont la

sensibilisation et l'éducation de la population de sa localité sur les thèmes relatifs à la santé, la distribution des Sels de Réhydratation Orale (SRO), le traitement des points d'eau, la référence des malades aux structures sanitaires, la communication avec la sage-femme du Centre de Santé Communal pour faciliter le transport des parturientes vers les maisons d'accouchement (SAMU Obstétrical Rural) et la participation à l'organisation des équipes mobiles et des campagnes médicales.

Certaines conditions sont à mettre en place pour augmenter les chances de succès de ces expériences. Il s'agit de l'élaboration d'un partenariat conventionnel entre différents partenaires, l'implication des comités locaux dans toutes les étapes de l'approche, la formation périodique et régulière des personnes relais, la régularité des réunions de coordination avec les partenaires et l'implication des associations et des équipes sanitaires locales à toutes les étapes de planification et de mise en œuvre de l'approche.

La promotion et la mise en œuvre de la participation communautaire en santé au Maroc est un choix stratégique qui permettra de contribuer à solutionner certains problèmes relatifs à la couverture sanitaire, à l'inégalité d'accès aux soins, et de développer une dynamique communautaire d'auto responsabilisation par l'implication active des différents acteurs dans le processus de planification, de mise en œuvre et de suivi-évaluation.

REFERENCES

1. **OMS.** Rapport sur la santé dans le monde 2004. La participation communautaire : sensibilisation et action. http://www.who.int/whr/2004/en/05_chap3_fr.pdf. Consulté le 03/12/15.
2. **Fournier Pierre, Potvin Louise.** Participation communautaire et programmes de santé : les fondements du dogme. In: Sciences sociales et santé. Volume 13, n°2, 1995. pp. 39-59.
3. **Ministère de la Santé.** Guide sur la participation communautaire en santé. Rabat 2013.
4. **Doucet L, Favreau L.** Théorie et pratiques en organisation communautaire. Presse de l'Université du Québec, Sainte-Foy, 1991.